

Conférence de presse conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et Vladimir Poutine, Président de la Fédération de Russie, notamment sur les relations franco-russes, le nucléaire iranien et sur la situation en Syrie.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs, merci d'être venus nombreux pour cette conférence de presse. J'ai rencontré le président POUTINE pour avoir un échange, c'était le premier que nous avons ensemble, sur les relations entre la France et la Russie et aussi, un retour sur un certain nombre de situations internationales qui me préoccupent et préoccupent le président POUTINE. Sur les relations entre nos deux pays, nous avons convenu de réunir rapidement un séminaire intergouvernemental qui permettra de renforcer les échanges économiques, commerciaux, les relations culturelles entre nos deux pays. Ce sera précédé par un Conseil économique et financier qui, justement, sur les relations commerciales aura vocation à donner une nouvelle impulsion. Sur, toujours les relations entre nos deux pays, nous pourrons envisager une visite de ma part en Russie au terme de ces réunions.

S'agissant de la situation que nous avons ensemble analysée, d'abord par rapport à de grands enjeux, la lutte contre la prolifération nucléaire, et donc l'Iran. Nous avons partagé les mêmes points de vue et abouti à la même démarche après la relative déception qu'a été la rencontre de Bagdad entre les six et l'Iran pour obtenir des concessions qui ne sont pas venues. Il y a une nouvelle réunion qui est prévue à Moscou et qui devra aboutir cette fois-ci de la part de l'Iran, à des efforts de transparence et de renoncement. Nous ferons pression, la Russie comme la France, pour aboutir à ce résultat. Nous ne pouvons pas accepter qu'un pays, en tout cas, moi je ne l'accepte pas, qui peut parfaitement accéder au nucléaire pour des objectifs industriels et civils, utilise cette technologie à des fins militaires et avec des risques pour la stabilité de la région.

S'agissant de la Corée du nord d'ailleurs, nous avons la même analyse, même si ce n'est pas le même processus. La lutte contre la prolifération nucléaire est un objectif prioritaire.

Nous avons aussi le souci de l'équilibre dans le monde et donc de sa stabilité. Et nous avons eu un échange sur la question des armes nucléaires.

Mais nous avons aussi eu une discussion sur la Syrie. J'ai rappelé ce qu'était ma position. Le régime de Bachar EL-ASSAD s'est conduit de manière inacceptable, intolérable et a commis des actes qui le disqualifient. Il n'y aura de sortie possible de cette situation qu'avec le départ de Bachar EL-ASSAD.

Sur la manière d'y parvenir, c'est au travers des résolutions des Nations Unies pour la première étape, le plan de Kofi ANNAN qui doit être poursuivi jusqu'à son terme et qui doit avoir tous les moyens pour réussir sa mission. Ensuite, si les observateurs font leur travail, ce sera le processus politique qui devra être la seconde étape permettant à la Syrie de trouver sécurité et stabilité. J'ai dit et je le répète que si nous voulons obtenir ce résultat, il doit y avoir des sanctions, il doit y avoir des pressions. Je sais aussi qu'il y a des risques de déstabilisation et que le risque est la guerre civile en Syrie, avec toutes les conséquences pour la région.

Enfin, nous avons abordé bon nombre de sujets sur lesquels nous sommes d'accord, notamment par rapport au Proche-Orient, la négociation qui doit reprendre, la sécurité d'Israël, l'Etat

palestinien. Sur beaucoup de points nos diplomaties peuvent avoir des points communs. Mais je souhaitais à travers cette première rencontre évoquer la relation entre nos deux pays et la responsabilité qui nous est commune pour apaiser un certain nombre de conflits avec des solutions politiques.

Voilà le sens de cette rencontre qui sera suivie par d'autres puisque nous aurons avec les ministres, avec les premiers ministres un certain nombre de rencontres tout au long de l'année 2012.

M. POUTINE -- Tout d'abord je souhaite remercier Monsieur le Président de m'avoir invité à venir dans ce pays. Monsieur le Président a évoqué quasiment toutes les questions dont nous avons discuté. Donc, il ne me reste rien à ajouter. Sauf, que nous avons discuté l'ensemble de ces questions d'une façon plus détaillée. Qu'il s'agisse de dossiers internationaux ou bilatéraux, les questions de sécurité. Donc, une seule chose qui me reste à mentionner les problèmes de la défense antimissile en Europe que nous avons aussi discuté.

Je dois dire que sur beaucoup de questions, nous avons une certaine compréhension. En tous cas, nous sommes capables de nous entendre, de nous écouter. Et je pense que, comme cela a été tout au long de plusieurs années, nous sommes capables de nous entendre avec la France, de rechercher des compromis sur des problèmes très complexes.

Notre conversation a été très sincère et je dirais même qu'elle s'est déroulée dans un esprit d'amitié. Donc je voudrais remercier tout particulièrement Monsieur le Président.

Nous n'avons pas seulement parlé de la possibilité d'une visite de Monsieur le Président en Russie, j'ai invité Monsieur le Président à venir et il a promis de le faire. Et j'espère le revoir en Russie prochainement, en tout cas dans une perspective de court terme.

Je pense que l'heure est venue de passer aux questions et réponses.

QUESTION -- La question aux deux présidents. Monsieur POUTINE vous avez dit que vous aviez parlé de la défense antimissile européenne, ce sera intéressant d'avoir votre analyse sur la discussion de ce point, est-ce qu'il y a des avancements, notamment à la lumière du sommet de l'OTAN à Chicago ? Est-ce qu'il y a des progrès, des avancements ou cette question est toujours gelée et n'a pas trouvé de solution jusqu'ici ? Merci

M. POUTINE -- Nous ne pouvons pas progresser sur la défense antimissile qu'avec un seul pays de l'OTAN. Nous connaissons la position française qui est une position consolidée de tous les pays de l'Alliance. Nous avons discuté de beaucoup de questions et plusieurs décisions, me semble-t-il, ont été prises sans tenir compte de la position russe et sans tenir compte de nos intérêts dans le domaine de la sécurité. Et nous avons parlé en détail, et c'est pour cette raison, sur ce problème, sur cette question, la France est un des rares pays qui non seulement nous écoute et nous entend aussi. Nous espérons beaucoup que la France, comme membre de l'OTAN et comme puissance nucléaire est consciente de nos préoccupations et nous espérons que nous allons pouvoir mettre en place un dialogue avec le reste de l'Alliance.

On nous dit toujours que le système de défense antimissile n'est pas dirigé contre la Russie, nous avons entendu beaucoup de déclarations de ce genre, mais nous souhaiterions que ce ne soit pas seulement des déclarations, il nous faut aussi des garanties militaires et technologiques qui seraient consacrées par des textes juridiquement contraignants. C'est seulement après cela que nous allons pouvoir être en sécurité et avoir un dialogue de partenaire, mais lorsque les décisions sont prises unilatéralement et qu'à toutes nos préoccupations on n'a qu'une seule réponse, on n'entend qu'une seule réponse. Peut-être qu'il y a des menaces pour vous, mais ces menaces ne proviennent pas de nous, de notre côté, parce que nous n'allons pas utiliser ce système contre vous. Mais nous avons déjà entendu beaucoup de déclarations verbales. A l'époque, on nous a promis de ne pas élargir l'OTAN, ensuite de ne pas déployer les bases militaires, mais l'OTAN continue à s'élargir vers l'Est, et les bases militaires poussent comme des champignons autour de nos frontières et donc, une simple déclaration, une simple promesse ne suffit pas. Ceci n'est pas suffisant dans le monde moderne. Il me faut des garanties sérieuses et des accords dans le domaine de la sécurité. Mais je répète, une nouvelle fois, et je le dis à tous les collègues, nous n'allons pas surestimer les tensions qui existent. Nous appelons au dialogue tous nos partenaires

américain et européen. Et je pense que, dans le cadre de notre entretien avec le président, nous avons senti que ce dialogue est tout à fait possible avec la France et donc avec tous les autres pays de l'Alliance.

LE PRESIDENT -- Sur la question qui nous est posée par rapport à la défense antimissile, en rappelant la position que j'avais prise à Chicago, en évoquant des conditions qui me paraissaient nécessaires pour aller plus loin dans la défense antimissile et parmi ces conditions, il y avait le dialogue avec la Russie. Je l'ai rappelé au président POUTINE.

QUESTION -- Une question pour les deux présidents. Sur les sanctions dont vous avez parlé, vous avez parlé de sanction aux Nations Unies, est-ce que vous pensez qu'après votre rendez-vous, vous avez pu convaincre Monsieur POUTINE pour avoir ces sanctions aux Nations Unies ?

Monsieur POUTINE, est-ce que vous pensez qu'on peut avoir un accord aux Nations Unies pour ces sanctions. Et deuxièmement, combien de temps est-ce que vous êtes prêt à donner au plan ANNAN pour sortir de cette crise ? Merci.

M. POUTINE -- Monsieur ANNAN est une personne très honnête, très expérimenté et nous devons tout faire pour ce que cette mission soit couronnée de succès. Et je considère comme contreproductif de déclarer à l'avance que sa mission est vouée à l'échec. Je pense que ce serait une erreur.

S'agissant des sanctions, les questions de ce genre, doivent être débattues tout d'abord au Conseil de Sécurité des Nations unies. Je pense que vous le savez vous-même. Les sanctions ne sont toujours pas efficaces. L'essentiel que nous devons faire, c'est de prévenir que la situation évolue selon le pire des scénarios et lutter contre la possibilité de la guerre civile en Syrie. Et nous en avons parlé en détail avec Monsieur le Président. J'ai présenté à Monsieur le Président notre position là-dessus, et nous avons convenu de poursuivre nos consultations et notre action commune pour que toutes les forces en Syrie se réconcilient et que tous les problèmes de ce pays soient résolus par des moyens politiques.

LE PRESIDENT -- Sur la mission ANNAN, nous sommes d'accord, elle doit se poursuivre, aller jusqu'à son terme et permettre ce qui est le but même de la présence des observateurs, c'est-à-dire de produire des conclusions sur ce qui s'est passé et de terminer les actions qui sont hélas engagées, notamment par le régime, pour ensuite ouvrir à une solution politique. Je considère, pour ma part, que les sanctions font partie de la pression nécessaire, indispensable si nous voulons aller vers le règlement politique. Mais sur la solution politique, c'est bien l'objectif que nous devons rechercher. La solution politique passe par le dialogue et par une transition.

QUESTION -- La question au président russe, Monsieur le Président, avant de venir à Paris vous avez visité Berlin. La France et l'Allemagne sont des partenaires clés de la Russie au sein de l'UE, mais une question provocante, lequel de ces pays se classe premier ? Et une deuxième question, vous avez rencontré en personne le nouveau président de la France et parfois, on considère que la première impression est la plus vraie, la plus correcte. Alors qu'elle impression Monsieur HOLLANDE a fait sur vous ?

M. POUTINE -- C'est une question tout à fait impolie, c'est une provocation. Vous avez raison lorsque vous le dites. Avec la France, avec l'Allemagne nous sommes liés par des relations de partenariat de long terme dans l'histoire de nos pays. Il y a eu des époques et des moments différents. Mais il est tout à fait évident que la France et l'Allemagne sont nos partenaires stratégiques et nous chérissons notre relation avec la France et l'Allemagne. Ce n'est pas par hasard que je suis venu à Berlin et à Paris le même jour.

Mais nous avons parlé de notre coopération économique. Qu'est-ce qu'il en résulte, avec la France, il s'agit de 28 milliards de dollars de chiffre d'affaires et avec l'Allemagne 72, vous pouvez voir la différence. Donc, nous avons investi en Allemagne 6 milliards, il s'agit des entreprises russes, des investissements russes et l'Allemagne a investi de l'ordre de 29 milliards. Mais l'an dernier nous avons investi en Allemagne 5,6 milliards de dollars. Mais en France, ce chiffre s'élève seulement à 140 millions. Alors la réponse vous pouvez anticiper vous même si le niveau de notre coopération économique est conforme au potentiel qui existe, non, bien sûr que non. Mais nous avons de très belles perspectives et nous en avons parlé en détail avec Monsieur le Président aujourd'hui. Ce qui distingue la coopération économique entre la Russie et la France

le Président aujourd'hui. Ce qui distingue la coopération économique entre la Russie et la France, c'est la volonté de développer les contacts dans l'économie réelle. Nous coopérons dans le domaine du nucléaire et notamment les constructions mécaniques. Il y a déjà des projets et des entreprises mixtes qui fonctionnent. Nous coopérons dans le domaine de l'énergie électrique et des hydrocarbures où les sociétés françaises sont présentes en Russie et nous sommes prêts à travailler ensemble avec elles sur les marchés tiers. S'agissant de l'aéronautique, nous coopérons aussi, la France participe à la construction de deux avions dans le court et moyen-courrier. Dans l'espace, nous avons prévu 14 lancements à partir du site de lancement en Guyane française. Il s'agit d'énormes volumes de travail. Nous avons beaucoup de belles perspectives dans le domaine des constructions mécaniques. Si nous y apportons notre soutien et si nous faisons ce qui est nécessaire, sur le plan administratif, bien évidemment nous arriverons à beaucoup plus de résultats. Les résultats seront beaucoup plus spectaculaires.

Avec le président français, nous avons parlé longuement, c'était une conversation très substantielle. Et je suis sûr que nous aurons un très bon contact pragmatique. En tout cas, c'était absolument confortable de parler avec Monsieur le Président de toutes ces questions, notamment lorsque nous avons touché à des sujets extrêmement sensibles.

QUESTION -- Ma question est double. Monsieur le Président POUTINE, si on vous demandait d'accueillir Bachar EL-ASSAD et ses proches comme première étape à une solution politique, que feriez-vous, que répondriez-vous ? Et ma deuxième question est adressée au président HOLLANDE, qu'est-ce qu'une solution politique négociée avec la Syrie et combien de temps donne-t-on au plan ANNAN pour qu'il puisse vraiment fonctionner ?

M. POUTINE -- Avec la Syrie, nous avons une très bonne relation de long terme. Mais lorsque j'entends que la Russie a des intérêts spécifiques dans ce pays, je peux vous dire que c'est une erreur totale. Nous n'avons pas beaucoup de commerce, nous n'avons pas beaucoup de coopération militaire avec la Syrie. Ce qui nous préoccupe, c'est la possibilité de la radicalisation de la situation et que cette situation devient incontrôlable et des pertes civiles. Nous parlons de la tragédie qui a frappé un village où 14, 15 personnes ont été assassinées, certaines ont été torturées, vous le savez tous. Mais combien de civils ont péri des mains des autres, par exemple, des mains des guérilleros. Est-ce que vous avez compté ces pertes ? Il s'agit de centaines de personnes. Notre objectif consiste à réconcilier toutes les parties en conflit. Nous ne choisissons pas les nôtres et les autres. Nous voulons aider toutes les parties. Nous voulons faire en sorte qu'une solution politique soit trouvée.

S'agissant de Monsieur ASSAD, je peux vous dire qu'il a visité beaucoup plus souvent Paris que Moscou. Donc, regardons ce problème sous cet angle là aussi.

LE PRESIDENT -- Sur les visites du président ASSAD père et fils, je n'ai aucune responsabilité. C'est un autre temps, d'autres époques.

Sur le constat, nous le partageons. Il y a un risque de guerre civile, d'affrontement généralisé en Syrie. Là où nous avons aussi une perspective qui peut être commune, c'est sur la solution politique qu'il convient de faire prévaloir. Là où nous pouvons avoir des analyses différentes, c'est sur les responsabilités et sur le départ de Bachar EL-ASSAD que je considère être un préalable pour la transition politique.

M. POUTINE -- Aborder ce problème et comparer la situation avec d'autres pays de la région. Regardez ce qui se passe en Irak, en Libye, dans d'autres pays de la région. Est-ce que ces pays sont devenus plus sûrs, vers quoi évoluent-ils ? Est-ce que vous avez une réponse ? Non. Donc, nous proposons, s'agissant de la Syrie, d'agir de façon très correcte, de façon très pondérée.

QUESTION -- Une question au président POUTINE. Monsieur le Président, je reprends un peu ce que disait ma consœur tout à l'heure. Est-ce qu'un régime syrien sans Bachar EL-ASSAD, mais qui tiendrait compte de votre ancrage stratégique, parce que vous avez un ancrage stratégique en Syrie, est-ce que ce serait acceptable pour vous ?

M. POUTINE -- Ce qui est acceptable pour le peuple syrien est acceptable pour nous. Mais pour trouver cette solution acceptable, il faut mettre un terme à la violence par les deux parties. Que toutes les parties en conflit se mettent autour de la table de la négociation et qu'ils s'entendent et pour qu'ils puissent s'entendre. Si nous voyons que ce processus se met en place, devient une

réalité, alors, bien évidemment, nous y apporterons notre soutien. Mais nous ne pouvons pas résoudre les problèmes de l'Etat ou de sa direction à la place du peuple syrien. Si vous pensez que nous pouvons résoudre à la place des autres, alors allez au Caire et participez aux élections du président égyptien. Mais vous ne pouvez le faire. Et vous ne pouvez pas le faire s'agissant de la Syrie et personne ne peut le faire. Mais, si on écarte du pouvoir un président en exercice, est-ce que vous croyez qu'il y aura un bonheur total dans ce pays demain, non. Nous savons tous que KADHAFI était un tyran. Mais savez-vous ce qui est arrivé à Syrte après l'arrivée des guérilleros, pourquoi vous n'écrivez rien dessus. Est-ce qu'il y avait le bonheur total, une prospérité, non. Nous voulons réduire la violence au minimum. Nous ne sommes pas pour Bachar EL-ASSAD, ni pour ses opposants. Nous voulons arriver à la situation où un terme soit mis à la violence et qu'une possibilité d'une guerre civile soit complètement écartée. C'est cela l'objectif de notre politique, s'agissant de la Syrie.

QUESTION -- Je voulais savoir si vous aviez évoqué la question de l'Ukraine et de Loulia TIMOCHENKO, est-ce que Monsieur POUTINE, vous pensez comme François HOLLANDE que Loulia TIMOCHENKO devrait pouvoir être libre de ses mouvements, et est-ce que vous comprenez sa décision de ne pas envoyer de membre du gouvernement en Ukraine, alors que le championnat va commencer d'ici quelques jours, est-ce que vous pensez là-dessus qu'il y a un accord entre la France et la Russie ?

M. POUTINE -- Nos positions sont tout à fait convergentes là-dessus. Je ne pense pas qu'il faut boycotter pour des raisons politiques des événements sportifs. Je suis catégoriquement opposé à faire un amalgame entre le sport et la politique. Je pense que ceci est contraire aux idéaux olympiques. En ce qui concerne Madame TIMOCHENKO et sa condamnation, la position de la Russie est bien connue. Madame TIMOCHENKO a été condamnée pour avoir signé des contrats gaziers avec la Russie et nos juristes avant la signature, ont analysé la loi russe, ukrainienne et le droit international. Nous ne signons jamais les contrats qui seraient contraire au pays partenaire, de l'Ukraine en l'occurrence. Et nous l'avons déjà dit publiquement, et de plus, nous avons proposé publiquement de transférer Madame TIMOCHENKO en Russie, s'il le faut pour un traitement médical.

LE PRESIDENT -- De la situation en Ukraine, de Madame TIMOCHENKO, nous avons eu la même conclusion, sa place n'est pas en prison. En plus, comme l'a dit le président POUTINE, c'est pour avoir signé un contrat avec la Russie.

Pour ce qui concerne le boycott, je ne suis pas pour un boycott sportif. L'équipe de France, cela n'a pas été sans mal, va à l'Euro et va faire en sorte de faire le meilleur résultat possible. Et pour ce qui concerne ma présence et celle de membres du gouvernement, j'ai considéré que ce n'était pas notre place d'aller en Ukraine dans ce contexte.

Voilà, Mesdames, Messieurs, en remerciant encore le président POUTINE pour cette visite et en vous remerciant pour vos questions, notamment la question de la journaliste russe dont il m'avait été dit qu'elle pouvait être provocatrice, ce qui n'a pas manqué. C'est vrai, vous avez raison, la première impression est toujours la bonne.